

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



87/44

Allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires
extérieures, à la Technical
University of Nova Scotia

HALIFAX, le 23 août 1987

OTTAWA

Le 26 août 1987

Cela va faire trois ans que notre gouvernement est au pouvoir. Durant toute cette période, j'ai eu le grand honneur de représenter notre pays en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai parlé à des milliers de gens - des gens de la rue, pas seulement des fonctionnaires et des ministres - en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine, aux États-Unis et en Union soviétique, et j'ai demandé leur avis à des centaines de Canadiens - exportateurs, missionnaires, investisseurs, travailleurs au service de l'aide, députés, diplomates, étudiants, professeurs et artistes - grâce à qui le Canada est présent dans le monde.

Une des leçons que j'en ai retenu est que la politique internationale, loin d'être étrangère, est au coeur même des intérêts quotidiens des Canadiens. Dans ce monde de communication instantannée et d'armes nucléaires, dans ce pays commerçant moderne qui est le nôtre, la politique étrangère est aussi la politique intérieure. L'isolement n'est pas une option souhaitable pour le Canada. Nous ne pourrions pas nous couper du monde, même si nous le voulions. Et les Canadiens ne le veulent pas.

Les Néo-écossais savent que les affaires internationales influent sur notre vie quotidienne. Il y a soixante-dix ans, une explosion détruisait le port d'Halifax. Cet été, 174 personnes ont accosté près de Yarmouth, affirmant être des réfugiés ayant fui les troubles de continents éloignés. Du port de Halifax, au cours de deux guerres mondiales, des soldats canadiens sont partis pour les champs de bataille de l'Europe, certains pour n'en jamais revenir. Dans ce port, des marchandises sont embarquées et débarquées chaque jour, illustrant de façon tangible le fait que ce pays dépend davantage du commerce extérieur que la Grande Bretagne, la France, les États-Unis ou le Japon. Le Centre international d'exploitation des océans participe directement au règlement de problèmes qui se présentent dans le monde entier. C'est également le cas de l'Institut de Bedford. Ainsi que de l'Institut Coady, dont des représentants m'ont accompagné la semaine dernière au Mozambique. Ainsi en est-il de cette université et des établissements scolaires qui lui sont associés, l'Université Dalhousie par exemple. C'est aussi le cas de milliers de Néo-écossais et d'autres Canadiens qui viennent en aide à l'UNICEF, ou à Save the Children, ou à nos églises ou à nos organismes de bienfaisance ou à nos mouvements pour la paix ou encore à nos séminaires sur les exportations, ou qui signent le registre contre l'apartheid ou qui participent à la lutte contre la famine.

Nous, Canadiens, possédons une fière tradition sur le plan international et ce gouvernement a été élu pour faire plus que respecter cette réputation. Nous avons été élus pour la renouveler - pour moderniser notre politique extérieure de la même façon que nous avons remis en question et modifié les conceptions traditionnelles en matière de déficits, de défense, de relations avec les provinces et de mise en valeur de nos régions. Nous avons réellement progressé dans toutes ces réformes et, grâce au leadership du Premier ministre, nulle part plus que dans le domaine de la politique extérieure.

Pour résumer brièvement, nous avons aidé à élaborer le mandat de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, en particulier pour ce qui est de l'agriculture; nous avons lancé des négociations commerciales historiques avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis; nous avons entamé la première révision majeure de notre politique de défense en près de deux décennies; nous avons dirigé la réforme interne des Nations Unies, et notamment persuadé cette organisation prudente de passer aux actes en nommant pour la première fois en quarante ans d'histoire des Nations Unies, une Canadienne, Mme Thérèse Paquette-Sévigny au poste de secrétaire générale; le Premier ministre, à l'occasion des sommets économiques internationaux, a soulevé régulièrement la question de l'iniquité de la dette du Tiers-Monde et depuis l'an dernier, notre programme d'aide au développement se compose entièrement de subventions; nous avons envoyé des experts en Amérique centrale pour aider les pays du groupe de Contadora à mettre au point un mécanisme efficace de contrôle et de vérification; et la semaine dernière, à la suite de l'accord déterminant conclu par les cinq présidents de l'Amérique centrale, nous avons de nouveau envoyé des experts canadiens pour que l'appui du Canada à cette initiative se traduise par une aide concrète et non uniquement par des paroles; nous avons accueilli une importante conférence internationale sur la vérification sismique d'une interdiction des essais nucléaires et nous avons joué un rôle actif dans chaque tribune internationale et au sein des alliances où sont débattues les questions du contrôle des armements et du désarmement; et nous avons permis à tous les Canadiens de participer au processus de politique extérieure, que ce soit en confiant à David MacDonald la mission spéciale de coordonner la réaction extraordinaire du Canada à la famine en Éthiopie et au Sahel, ou en lançant de vastes débats publics et parlementaires sur la politique étrangère et la politique d'aide, puis en donnant suite à la plupart des recommandations formulées à chaque occasion.

Naturellement, certaines de ces initiatives sont controversées. Il est rare que des progrès soient accomplis sans qu'il y ait controverse. Parfois, le débat est limité et essentiellement interne. Par exemple, les gouvernements précédents ont été plus éloquents qu'innovateurs en ce qui concerne l'égalité pour les femmes. Lorsque le gouvernement de Brian Mulroney est arrivé au pouvoir, deux seulement de nos missions à l'étranger étaient dirigées par des femmes. Aujourd'hui, ce sont des femmes que l'on trouve à la tête des principales missions du Canada, notamment en Argentine, en Espagne, au Kenya, à Sri Lanka, à Copenhague, à Hong Kong et dans six autres missions et deux des cinq sous-ministres qui relèvent de moi sont Sylvia Ostry et Maggie Catley-Carlson. En fait, dans un portefeuille que je partage avec deux autres ministres, Pat Carney et Monique Landry, il m'est facile de comprendre quelle direction pourra prendre l'avenir du monde - avec un coup de main de la part de dirigeants déterminés.

Un certain nombre d'autres controverses ont touché davantage le public. Lorsque la Grande Bretagne et les États-Unis se sont retirés de l'UNESCO, le Canada a décidé d'y rester pour entreprendre une réforme de l'intérieur. Lorsque Washington a annoncé un embargo dirigé contre le Nicaragua, nous avons immédiatement fait connaître notre politique qui reflétait un point de vue différent. Les précédents gouvernements canadiens hésitaient à affirmer notre souveraineté dans le Grand Nord; ce territoire nous appartient, et nous l'avons proclamé; nous mettons actuellement au point un moyen de défendre notre souveraineté dans cette région. Conscients des risques, nous avons fait sortir d'Afghanistan des prisonniers de guerre soviétiques; le Premier ministre a abordé directement la question des droits de la personne avec les dirigeants de la Corée, du Zimbabwe et de l'Union soviétique. M. Mulroney et moi-même devons rencontrer vendredi prochain Olivier Tambo de l'African National Congress, tout en sachant que certains taxent cette organisation de communiste, mais en sachant également que l'ANC sera nécessairement partie à toute solution en Afrique australe, et le Canada se doit de faire tout ce qu'il peut pour mettre fin à l'apartheid en évitant autant que possible la violence.

Le monde est trop vaste pour que l'on puisse examiner le cas de chaque pays et aborder toutes les questions; or cette nation est active presque partout. Nous avons étendu au Sinaï nos activités pour le maintien de la paix et nous nous tenons régulièrement en contact avec les dirigeants juifs et arabes afin d'examiner de quelle façon

nous pouvons les aider à progresser vers la paix. Nous avons établi une présence diplomatique et commerciale active en Asie en ouvrant de nouveaux bureaux commerciaux à Osaka, Shanghai, Bombay, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, et le Cabinet vient d'approuver de nouvelles initiatives touchant nos relations avec l'Europe. Au cours des trois dernières années, j'ai eu le privilège, au nom du Canada, de rencontrer un Anatoly Scharansky à Jérusalem et de recevoir ses remerciements pour l'appui que les Canadiens lui ont apporté sans relâche afin qu'il recouvre la liberté; d'accueillir à Ottawa plusieurs mères de "disparus" de l'Argentine, venues discuter avec nous des mouvements de défense des droits de la personne parce qu'elles font confiance au Canada plus qu'à tout autre pays; de visiter des villages asiatiques éloignés où des Canadiens luttent contre les traditions et le désespoir afin que des enfants puissent vivre et que des pays puissent se développer. Il y a beaucoup à dire sur le rôle du Canada dans le monde.

Sans vouloir être exhaustif, permettez-moi de signaler quatre domaines où notre rôle peut être particulièrement important.

Le premier bien entendu est l'Afrique, un continent qui possède d'immenses possibilités et qui est confronté à des problèmes considérables. Ma première visite à l'étranger en qualité de ministre des Affaires extérieures s'est effectuée en Éthiopie après avoir assisté aux funérailles tragiques d'Indira Gandhi, parce que le Premier ministre désirait voir ce que le Canada pouvait faire de plus pour lutter contre la famine atroce qui ravage ce pays. Le Canada et les Canadiens ont alors réagi de façon extraordinaire et notre intervention en faveur de l'Afrique n'a fait que s'accroître. Le Canada est l'un des principaux donateurs d'aide sur le continent, lui ayant consacré environ 900 millions \$ au cours de la dernière année financière. Monique Landry fut le seul ministre occidental à être invité au Nigéria pour assister à la récente conférence continentale sur le redressement économique de l'Afrique. Brian Mulroney est le seul chef de gouvernement d'un pays participant au sommet économique à avoir visité l'Afrique australe depuis l'indépendance du Zimbabwe. L'an dernier, le Canada a joué un rôle de premier plan à l'Assemblée spéciale des Nations Unies sur l'Afrique. L'ambassadeur Stephen Lewis a été nommé conseiller spécial du secrétaire général pour le redressement économique de l'Afrique.

Ayant des racines communes avec les pays du Commonwealth et de la Francophonie, respecté comme intermédiaire entre les pays développés et en développement, nous occupons une place exceptionnelle pour contribuer au développement et à la stabilité de l'Afrique. D'autres pays occidentaux ont davantage de pouvoir; très peu exercent autant d'influence et notre défi consiste à user de cette influence de façon constructive, qu'il s'agisse de traiter avec le FMI, de moderniser l'agriculture ou de rechercher une solution pacifique à l'apartheid.

Quelles que soient les autres sources de tension, le système de l'apartheid est la racine de la violence qui pourrait faire éclater l'Afrique australe. Si j'ai pu trouver un motif de réconfort dans les conversations que j'ai eues en Afrique la semaine dernière, c'est que tous mes interlocuteurs comprenaient que la violence serait catastrophique pour tous les habitants de la région, qu'ils soient blancs ou noirs, riches ou pauvres, marxistes ou capitalistes. Les différents groupes ne sont pas seulement séparés par leur couleur et leur genre d'existence, mais aussi par leur suspicion et leurs craintes; cependant, il se peut qu'en fin de compte le même instinct leur fasse comprendre qu'une confrontation violente serait la pire des solutions. Les efforts actuels doivent être poursuivis, qu'il s'agisse de pressions ou de dialogue; selon nous, le Canada a la possibilité et l'obligation de faire un usage constructif de son influence exceptionnelle.

Cela m'amène à la deuxième question sur laquelle je voudrais insister. Le Canada compte parmi les partisans les plus actifs d'institutions multilatérales telles que les Nations Unies, le GATT, et autres organisations rassemblant différents pays. Deux de ces institutions n'ont pas seulement un caractère multilatéral, mais constituent de véritables familles de nations - je veux parler du Commonwealth et de la Francophonie. Le Canada est le seul pays industrialisé appartenant en même temps à ces deux organisations, ce qui lui permet d'avoir avec leurs membres des liens, tenant à la langue, aux traditions et souvent aux institutions, qui font fi des divisions économiques et géographiques de la planète.

En outre, le Canada a été lui aussi une colonie, tant dans l'Empire français que dans l'Empire britannique, si bien qu'aucune accusation d'impérialisme ne peut être portée contre lui. Le Commonwealth avait été quelque temps relégué au second plan des priorités de la politique étrangère canadienne, mais le gouvernement Mulroney l'a remis au premier plan des préoccupations. La Francophonie ne parvenait pas à prendre son essor en raison de différends

avec le Québec que le gouvernement Trudeau ne réussissait pas à régler, mais Brian Mulroney y est parvenu. Ces deux organisations se réuniront au Canada à l'automne: la Francophonie à Québec dans deux semaines, le Commonwealth à Vancouver à la mi-octobre. Il s'agit de familles de nations différentes, mais qui ont en commun de regrouper des pays de tous les continents, et le fait que le Canada soit membre de l'une comme de l'autre est exceptionnel et précieux.

Permettez-moi maintenant d'en venir à nos relations avec les deux superpuissances. Nous en sommes les voisins immédiats, ainsi que le ferme allié des États-Unis. En 1985, lorsque j'ai rencontré M. Gromyko à Moscou - et qu'à cette occasion il m'a rappelé qu'il avait eu des entretiens avec tous les ministres canadiens des Affaires extérieures depuis Louis St-Laurent - j'ai commencé par lui dire que les Soviétiques ne devaient se faire aucune illusion quant à la profondeur de l'attachement du Canada à la liberté personnelle et à la vraie démocratie. Notre pays ne reste pas neutre dans le débat au sujet de la liberté, pas plus qu'il ne s'isole sur ce continent. Nous avons pris auparavant la défense des valeurs démocratiques et nous la prenons encore, en association étroite et officielle avec nos alliés, tant les États-Unis que les pays qui forment la première ligne de défense en Europe de l'Ouest.

Par sentimentalisme, certains estiment que le Canada pourrait faire progresser la cause de la paix et de la liberté en s'écartant de l'Europe. C'est faire preuve de naïveté et même de sottise. Notre engagement à l'égard de l'Europe, notamment par notre participation à l'OTAN, contribue notablement à la stabilité de ce continent et constitue l'un des facteurs qui ont amené l'Union soviétique à la conclusion qu'elle doit négocier, ne pouvant diviser l'Ouest. Le retrait du Canada de l'OTAN mettrait en péril, entre autres, toute perspective d'accord sur le contrôle des armements. Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, la politique soviétique a visé à désunir l'Europe. Cette politique a échoué et une volonté de négociation lui a succédé. Le présent gouvernement du Canada ne se propose pas de rendre le monde plus dangereux en rompant l'unité de l'Ouest, ce qui pourrait inciter l'Union soviétique à adopter des solutions plus expéditives que la négociation. En fait, comme le Livre blanc de Perrin Beatty l'indique clairement, nous sommes résolus à nous donner de nouveaux moyens de respecter nos engagements à l'égard de nos alliés et de l'Atlantique.

Nous continuerons parallèlement à encourager l'Union soviétique à poursuivre les réformes préconisées par M. Gorbatchev. Une évolution réelle s'est produite dans ce pays sur des questions telles que la réunion des familles, et il importe que des nations comme le Canada favorisent des réformes effectives. J'ai été le premier ministre canadien des Affaires extérieures à visiter Moscou depuis douze ans. Le Premier ministre entretient des relations régulières avec le secrétaire général Gorbatchev. Nos pays collaborent à différents projets dans le nord, ainsi que dans d'autres domaines où nous avons des intérêts communs, et nous encourageons les entreprises économiques auxquelles participent conjointement des Soviétiques et des Canadiens. Le fait que nous soyons des alliés actifs des États-Unis peut nous aider à améliorer les relations entre les superpuissances, de même qu'il nous a permis d'influer sur les positions adoptées par les Américains dans le cadre des négociations de Genève. En qualité de voisin des deux superpuissances, ainsi que de société attachée à la liberté et résolue à faire progresser la cause de la paix, le Canada fera tout ce qui est en son pouvoir afin d'améliorer la compréhension et la collaboration entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Je voudrais enfin aborder la question des droits de la personne. Bien entendu, le Canada ne peut imposer ses normes au reste du monde, mais il peut s'efforcer de faire respecter celles que les Nations Unies ont établies, ainsi que les obligations librement acceptées par les signataires de l'Accord d'Helsinki. Le Comité mixte parlementaire spécial a invité le gouvernement à maintenir l'engagement du Canada à l'égard d'une active politique des droits de la personne. C'est ce que fait notre gouvernement qui, sur la recommandation du Comité, établira bientôt l'Institut international des droits de la personne et de l'avancement démocratique. Nous tenons de plus en plus compte de considérations relatives aux droits de la personne dans notre politique d'aide et de développement, tout en prenant soin de ne pas pénaliser ceux-là mêmes dont les droits ne sont pas respectés. En juin, j'ai eu l'honneur d'accueillir à Ottawa M. Danylo Shumuk, un Ukrainien qui, après avoir subi des années d'emprisonnement en Union soviétique pour ses opinions, a été finalement relâché, le Canada étant intervenu en sa faveur, et a pu rejoindre sa famille au Canada. Je l'ai emmené à la Chambre des communes, notre libre Parlement, et je lui ai montré les sièges de certains des députés. Lorsque je lui ai désigné celui du Premier

ministre, M. Shumuk m'a dit: "Je sais où il prend place, c'est près de M. Mazankowski." Sa famille l'avait informé de la réussite connue au Canada par les Mazankowski et les Hnatysyn, ainsi que par d'autres, et le contraste entre les systèmes était évident. En Union soviétique, s'exprimer en qualité d'Ukrainien se payait d'années de prison. Au Canada, un Européen de l'Est fier de ses origines devenait Vice-premier ministre. C'est cette sorte de liberté qui caractérise notre pays et qui indique quelle position ce gouvernement continuera à prendre à l'égard de ceux qui sont emprisonnés en raison de leurs convictions, ainsi qu'en ce qui concerne l'apartheid et les autres manquements aux droits de la personne.

Je suis fier de ce que nous avons pu accomplir, en moins de trois ans, sur le plan de la politique extérieure - mais encore plus enthousiasmé par ce que nous pouvons faire, particulièrement si un plus grand nombre de Canadiens s'engagent dans des actions, souvent personnelles, du genre de celles qui ont valu au Canada sa réputation dans le monde. Nous ne devons ni exagérer notre influence, ni l'ignorer, ni refuser de l'exercer. Le Canada est un vaste pays bordé par trois océans et qui n'a pour voisins immédiats que les deux superpuissances; c'est une société diversifiée réunissant des gens venus de tous les coins du monde, où toutes les cultures sont représentées et qui a des intérêts partout. Nous devons avoir une politique étrangère qui reflète l'ensemble du Canada, c'est-à-dire une nation commerçante, un pays du nord, une libre société dont les membres sont d'autant plus attachés aux droits de la personne que ceux-ci ne sont pas reconnus à leurs proches parents, une économie développée, une ancienne colonie, une population d'origine internationale. Nos enseignants, nos commerçants et nos missionnaires ont parcouru les continents lointains bien avant qu'existent le Comité interaméricain du développement agricole (CIDA), le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) ou le ministère du Commerce. Nos soldats sont allés au loin combattre l'oppression lorsque d'autres pays se repliaient sur eux-mêmes. Nos diplomates et nos dirigeants ont créé l'OTAN, inventé la formule de maintien de la paix par les Nations Unies, conclu l'accord commercial dont s'est inspiré le GATT, et plus récemment, sous l'administration de Brian Mulroney, ont trouvé le moyen de donner son essor à la Francophonie ainsi que la volonté de revitaliser le Commonwealth.

Il n'est pas de plus glorieux drapeau à hisser, pas de meilleur passeport à présenter que ceux du Canada. Cependant, cette réputation n'a pas été acquise par la force des armes ou par la puissance, non plus que par la pureté de notre âme ou l'éclat d'une élite instruite. La réputation exceptionnelle du Canada tient à la nature et à l'histoire de ce pays particulier - au fait que les Canadiens agissent à l'étranger comme ils s'efforcent de le faire chez eux. Lorsque nous avons pris nos fonctions, notre objectif était de faire fond sur cette réalité, de lui donner plus d'ampleur et de faire mieux correspondre notre politique étrangère à la nature du Canada.